

L'histoire des Premières Nations, approches et orientations

Denys Delâge

Volume 53, numéro 4, printemps 2000

Histoire des Premières Nations : nouvelles lectures et nouveaux problèmes

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/005383ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/005383ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Delâge, D. (2000). L'histoire des Premières Nations, approches et orientations. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 53(4), 521–527. <https://doi.org/10.7202/005383ar>

L'histoire des Premières Nations, approches et orientations

DENYS DELÂGE
*Département de sociologie
Université Laval*

TOUT HISTORIEN DOIT, comme tout anthropologue, chercher à comprendre les autres cultures pour ce qu'elles sont, c'est-à-dire à partir de leurs structures, de leurs systèmes de valeurs, de leur univers de sens. Tout historien doit, dans la même logique, chercher à comprendre les siècles passés pour ce qu'ils furent, en évitant d'y projeter la période qui lui est contemporaine. Nous savons, par contre, que tout observateur n'interroge l'Autre qu'à partir de sa propre culture et de son temps, tout en cherchant à s'en dégager. À propos des Premières Nations, l'écriture de l'histoire est chez nous, comme partout ailleurs dans le monde, issue de la colonisation, marquée par des constructions ethnocentriques et anachroniques. Ethnocentrisme dans l'incapacité de reconnaître la dynamique, voire l'existence de l'Autre; anachronisme lorsque les rapports contemporains sont projetés sur le passé.

De façon plus spécifique, le paradigme impérial structure notre historiographie dans son regard comme dans ce qu'il cache. Voir la découverte de l'Amérique, c'est occulter sa conquête; voir le peuplement colonial, c'est généralement oublier son dépeuplement autochtone; poursuivons, voir la « croissance », le « progrès », c'est demeurer muet sur le processus de « réduction », de « mise en réserve ».

Cette face cachée de notre vision est à l'origine tout comme au fondement des sociétés coloniales. C'est pourquoi elle ne fait que difficilement

surface. Au cours des siècles, chez nous, sous les régimes français autant qu'anglais, les auteurs de rapports de toutes sortes, de journaux, de mémoires, bref de documents qui constituent les archives, ont décrit les réalités coloniales sous diverses facettes concernant aussi bien les colons que les Autochtones. Ils ont souvent remis en question les préjugés de leur époque, par exemple celui voulant que les Amérindiens n'auraient eu ni religion ni organisation politique. L'observation des cultures autochtones, en Amérique du Nord tout particulièrement, a nourri également une réflexion critique sur la civilisation occidentale de l'époque. Ne retenons ici que les remarques de ce professeur du collège des jésuites de Québec au début du xviii^e siècle, le père Charlevoix, sur les principes de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, du droit au bonheur. Tout a été remis en question par l'un ou l'autre des observateurs de la scène coloniale nord-américaine: la propriété privée, le pouvoir absolu du roi, les dogmes de l'Église catholique, etc. Il y a cependant une exception: jamais a-t-on douté de la légitimité de l'expansion coloniale et de sa conquête de l'univers autochtone.

Aux États-Unis, comme au Canada et comme au Québec, les sociétés coloniales se sont constituées sur cette base, que les historiens ont toujours assumée. D'autant plus que les historiens sont les définisseurs privilégiés de l'appartenance, du « nous »: aux États-Unis, le « nous » des « Pilgrims » et de leurs descendants; au Québec, celui des premiers colons; au Canada anglais, celui des Loyalistes.

C'est essentiellement le mouvement de décolonisation qui a conduit à une remise en question de ces perspectives avec l'affaiblissement des puissances impériales par suite de la Deuxième Guerre mondiale et de la montée des luttes tiers-mondistes. Dans les milieux de la recherche en sciences humaines, ce sont généralement les auteurs marxistes qui, au nom de la lutte des peuples opprimés, ont contesté la légitimité impériale, puis, à partir d'approches théoriques de toutes sortes, les anthropologues qui, par définition, sont des spécialistes de l'Autre. Ce n'est donc pas par hasard si l'histoire des Amérindiens est apparue au Québec avec les Barbeau, Ryerson, Trigger, Savard, Simard, pour n'en nommer que quelques-uns. Certes, il y eut bien un historien précurseur, Léo-Paul Desrosiers, mais justement, son œuvre complète, *Iroquoisie*, n'aura été enfin éditée qu'avec un retard d'un demi-siècle. Certes, il faut rappeler également les premiers écrits historiques d'Autochtones, de Bernard Assiniwi tout particulièrement, ou encore les écrits destinés aux Autochtones, comme cette histoire des Indiens du Québec de Craig pour le

collège Manitou. Cependant, la contribution principale nous est venue des anthropologues par les chemins de l'archéologie, ainsi que de l'ethnologie, de l'expertise judiciaire concernant des droits historiques et l'occupation du territoire. De plus, au-delà des intérêts professionnels, se sont scellés des amitiés et des engagements réciproques. Voilà pourquoi l'enseignement de l'histoire des Amérindiens s'est développé bien avant dans les départements d'anthropologie, que dans ceux d'histoire où ce n'est que récemment que l'on considère que l'histoire du Québec et du Canada inclut celle des Amérindiens

Les anthropologues ont donc occupé tout un champ de notre histoire, celui des Autochtones, que les historiens avaient négligé pour des raisons idéologiques comme nous l'avons dit, ensuite parce qu'ils n'avaient développé aucun contact personnel ou professionnel avec des Autochtones et, finalement, pour des raisons de méthodes de travail puisque, par tradition, les historiens travaillent à peu près exclusivement avec les sources écrites, négligeant, contrairement aux anthropologues, deux autres sources pourtant fécondes : les traces de la culture matérielle révélées par l'archéologie et celles de la mémoire exprimées dans la tradition orale. La culture matérielle ne nous informe-t-elle pas de la technologie, des réseaux d'échange, de l'univers symbolique ? La tradition orale, bien que porteuse à la fois de traces archaïques et d'interprétations récentes (ce qui en constitue sa difficulté principale), ne nous révèle-t-elle pas des conceptions du monde et de l'histoire et, bien que dans une moindre mesure, des événements historiques survenus dans les temps anciens ? La tradition généralement positiviste de la discipline historique, plus marquée que dans les sciences sociales, constitue un handicap pour l'étude de sociétés fondées sur les règles de la parenté et sur des univers mythiques à première vue déconcertants. Ce positivisme confine trop souvent les objets d'études et les spécialités dans une définition restrictive, sur les plans spatial et temporel, ce qui a pour conséquence d'exclure des objets dont le questionnement s'inspire, par exemple, d'une réflexion sur la culture, sur les identités, sur la structure des mythes.

Les anthropologues ont transformé leur champ d'intérêt pour l'histoire des Amérindiens et des Inuits et, ultérieurement, pour celle des Autochtones de la planète, en une discipline qualifiée d'« ethnohistoire », qui se distinguerait de l'histoire par son objet (les sociétés sans écriture), par ses méthodes inspirées des sciences sociales et par le recours à l'ensemble des traces du passé. En somme, ce champ serait constitué de ce

qu'ont négligé les historiens! Le terme «ethnohistoire» prête évidemment à confusion: de la même manière que l'ethnobotanique renvoie à la classification des plantes propres à une culture, l'ethnohistoire devrait avoir pour objet la construction folklorique ou mythique de l'histoire caractéristique de l'une ou l'autre culture, et non pas la construction objectivante, critique et scientifique d'une culture. Le concept d'«ethnohistoire», tel qu'il est utilisé actuellement et par lequel s'est désignée la revue *Ethnohistory*, qui fait autorité dans le champ, fait problème parce que les populations sans écriture ne sont pas qu'autochtones et parce que la transformation en «discipline» de ce qui n'est qu'un objet d'études, conduit à créer une fois de plus une «réserve pour les Autochtones». Voilà une belle résurgence de la tradition impériale! Je crois, pour ma part, qu'il faut tout simplement faire l'histoire de toutes les populations d'un territoire avec toutes les traces du passé et que cela s'appelle histoire.

Comment rompre avec l'héritage colonial en histoire? D'abord, en s'intéressant à tous les groupes humains et à leur interaction pour toute leur durée. Cela interdit de ne prendre en compte que le temps et l'espace coloniaux. Cela nécessite la connaissance de l'intérieur des groupes étudiés, de leur univers de sens, de leur organisation sociale, des systèmes de relations dans lesquels ils s'inscrivent. À cet égard, il importe de déborder des limites territoriales qu'imposent les régimes coloniaux. Pas d'histoire non plus sans rupture avec les oppositions «civilisation/barbarie», «culture/nature» qui encombrant le rapport «Occident/Autres». Cependant, si le rejet de l'opposition «civilisation/barbarie» permet d'aborder les autres cultures dans le paradigme du relativisme culturel, il comporte en revanche le danger de s'enfermer dans une conception statique de l'histoire de l'humanité qui conduit à nier l'évolution: les sociétés d'agriculteurs n'ont-elles pas succédé à celles des chasseurs-cueilleurs, l'âge du fer à celui de la pierre, l'écriture à la transmission orale, le raisonnement scientifique à la pensée magique? Considérer l'un et l'autre pôle comme des équivalents ne risque-t-il pas de confiner les Autochtones dans le ghetto de la tradition pour mieux laisser à l'Occident le monopole de la science et du progrès?

Cela pose de nos jours le problème de la rectitude politique qui, en histoire, consiste à nier les inégalités du passé de même que les travers des colonisés au nom d'idéaux contemporains: la pensée mythique des anciennes sociétés amérindiennes serait analogue à celle des Grecs ou encore à celle des penseurs de la Renaissance, qui consistait justement à

rompre avec le mythe. Les Autochtones n'auraient été que des victimes de l'histoire sans contribuer d'aucune manière à leur propre assujettissement, l'univers social autochtone en aurait été un d'équilibre, d'harmonie, de bons sentiments. Dans nos disciplines, la rectitude politique résulte de la culpabilité de l'Homme blanc. Le « bon Sauvage » remplace désormais le « barbare », qui était associé au fardeau de l'Homme blanc. Cette perception des choses s'exprime avec plus de force encore chez les auteurs autochtones en émergence, chez qui prévaut la défense des victimes de la colonisation. Elle conduit souvent, malheureusement, à réduire la distance critique et parfois à inverser le sens de la mission civilisatrice : comme, autrefois, plusieurs estimaient que les Canadiens français avaient pour mission de convertir les Anglo-Saxons matérialistes aux valeurs catholiques, d'aucuns, de nos jours, considèrent que les Autochtones doivent convertir les « Blancs » aux valeurs spirituelles et écologiques. Cela n'est donc pas spécifique aux Autochtones : partout, la poussée impériale place sur la défensive les colonisés qui risquent de se réduire au regard que le maître pose sur eux. Quoi qu'il en soit des préjugés favorables ou défavorables, l'enfermement des Autochtones dans les mythes du « barbare » ou du « bon Sauvage » conduit à nier l'histoire des Autochtones.

La rectitude politique comme *ethos* dominant dans les sciences humaines actuelles s'exprime également dans la tendance à écrire l'histoire pour défendre les Indiens. Il s'agit d'une réaction aux préjugés ambiants et aux anciens récits historiques qui n'ont toute pertinence aux Autochtones. Cette tendance vient également des recherches suscitées par la reconnaissance et l'application de traités, par les revendications territoriales et par les confrontations de témoins experts dans notre système judiciaire.

Il faut faire l'histoire des Autochtones parce qu'ils ont existé et qu'ils continuent d'exister, parce qu'ils expriment, dans le passé et le présent, une manière d'être des humains, et non pas parce qu'ils auraient représenté un idéal d'humanité. Seraient-ils disparus, auraient-ils cessé d'exister que leur histoire serait également pertinente. Dire qu'il faut faire l'histoire des Autochtones parce qu'ils auraient été en réalité plus « civilisés » que les Blancs, c'est comme dire qu'il faut inciter les jeunes filles à s'orienter en sciences parce que les femmes peuvent apporter un point de vue différent sur la recherche. C'est évidemment aberrant ; il n'est besoin d'aucune raison pour justifier la présence des femmes en sciences, sauf celle qui consiste à dire que toute personne doit avoir

accès à l'ensemble des activités humaines. De la même manière, il n'est pas besoin de justification messianique (corriger les défauts des Blancs par les qualités des Indiens) ou paternaliste (sauver les Indiens) pour faire l'histoire des Autochtones.

La rectitude politique, dans la mesure où elle conduit à réduire le sens critique, conduit à des aberrations scientifiques. Le cas le plus patent est celui du recours non critique à la tradition orale. La tendance actuelle, dans plusieurs publications, consiste à citer la tradition orale comme vérité parce qu'elle tire ses origines des « aînés ». L'on écrira sans sourciller qu'un mythe de telle tribu nous apprend que celle-ci est née de la terre où elle habite depuis toujours. C'est comme si l'on se contentait d'affirmer qu'en vertu de leurs traditions, les chrétiens descendent d'Adam et d'Ève, leurs ancêtres vieux de plus de quatre mille ans. Toute source, orale ou écrite, doit être confrontée à la critique interne et externe. Connaître le mythe d'origine est certes de la plus grande importance, mais cela ne doit pas conduire à faire l'économie de l'acquis du savoir scientifique.

Les historiens ne doivent pas écrire pour nourrir le développement de la conscience identitaire des Autochtones ni même pour favoriser leur intégration dans la société dominante. Ils doivent faire comme Garneau et soutenir que les Autochtones, tout comme les Canadiens français, ont une histoire. À chacun d'en tirer ses conclusions et de les intégrer dans une réflexion politique préconisant davantage d'intégration ou davantage d'autonomie.

Ce que les historiens doivent refuser, c'est l'héritage colonial et la construction de l'histoire dont il est porteur. À cet égard, il reste beaucoup de travail à faire. Les recherches historiques concernant les Autochtones sont désormais nombreuses, particulièrement pour la préhistoire, ainsi que pour les *xvi*^e, *xvii*^e et *xviii*^e siècles. Le travail est beaucoup moins avancé pour les *xix*^e et *xx*^e siècles. Cependant, la principale difficulté ne réside pas dans la recherche à poursuivre, mais dans la manière de l'intégrer dans le récit historique de notre communauté. La question qui se pose est la suivante: de quel « nous » faisons-nous l'histoire et quelle est la place des Autochtones dans ce « nous »? Est-ce celui des Canadiens et de leur diversité culturelle (Anglo-Saxons, Européens, Autochtones, Canadiens français, Asiatiques), celui des deux peuples fondateurs du Canada (Anglais et Français) ou bien celui des trois peuples fondateurs en ajoutant les Autochtones aux deux précédents? Est-ce celui des Canadiens français du Québec ou bien celui des Québécois

dans leur diversité culturelle, ou bien encore celui des trois peuples fondateurs du Québec : les Indiens, les Français, les Anglais? D'une manière générale, les récits historiques actuels mentionnent désormais l'apport des Indiens à la société coloniale, mais ils les présentent encore trop rarement comme acteurs historiques. La permanence des réalités autochtones à travers les siècles ne se dégage certainement pas encore avec suffisamment de clarté.